

## DECISION DU PRESIDENT PRISE PAR DELEGATION DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES

## Le Président de la communauté de communes de Lacq-Orthez :

**Vu** la délibération du 22 mai 2014 reçue en Préfecture des Pyrénées-Atlantiques le 28 mai 2014 par laquelle le Conseil de la communauté de communes de Lacq-Orthez l'a chargé, par délégation et pour la durée de son mandat, de prendre les décisions prévues à l'article L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales, dans les limites des compétences de la communauté de communes,

**Vu** l'arrêté du Président en date du 24 avril 2014 portant délégation d'une partie de ses attributions,

 $\bf Vu$  le Code des marchés publics et en particulier en application de l'article 27 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Considérant la mise en concurrence organisée suivant avis de marché adressé le 16 juin 2017 et publié au BOAMP et sur le profil acheteur <u>www.eadministration64.fr</u>, pour la **Souscription** de contrats d'assurance « Tous Risques Chantier » et « Dommages-Ouvrage » pour la création de la crèche "Les Canaillous" à Orthez,

**Considérant** les offres enregistrées et les critères de jugement des offres énoncés dans le règlement particulier de la consultation,

Considérant le rapport d'analyse des offres établi le 21 juillet 2017,

## **DECIDE**

Article 1 : Le marché ordinaire à prix unitaires relatif à la Souscription de contrats d'assurance « Tous Risques Chantier » et « Dommages-Ouvrage » pour la création de la crèche "Les Canaillous" à Orthez, est attribué :

- Lot n°1 : Tous risques chantiers : **société Verspieren** (59446 Wasquehal) dont l'offre est économiquement la plus avantageuse pour un montant de la prime HT de **4 404,71** € (tarification 1).
- Lot n°2 : Dommages ouvrage : société SMABTP (64100 Bayonne) dont l'offre est économiquement la plus avantageuse pour un montant de la prime de 16 230,84 € HT.

<u>Article 2</u>: Les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits inscrits au budget.

<u>Article 3</u>: Il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine séance du conseil communautaire.

Fait à Mourenx, le 21 juillet 2017

Par délégation, Le Vice-Président,

Henri POUSTIS



- Par publication ou notification le 05/09/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 05/09/2017